



Laboratoire Séminaire

L'Observatoire - 14 novembre 2008

Point d'étape sur les processus de participation vendredi 14 novembre 2008

Compte-rendu

À la suite des dernières élections municipales, il semblait important de proposer un temps de travail qui permette la transmission et le partage des acquis capitalisés par l'Observatoire des pratiques participatives, et de dessiner les prochaines perspectives et pistes de travail en commun.

Elles portent notamment sur différents thèmes de "laboratoires" tels que les nouvelles formes de débat et la question des lieux pour la jeunesse,

et des sujets comme la charte de la participation à l'échelle de l'agglomération et la création d'un Forum Social.

Plus d'une centaine de personnes étaient présentes le 14 novembre 2008 à St Martin d'Hères, avec des élus, des techniciens et des habitants des différentes communes de l'agglomération et de ses alentours. Cette rencontre a été découpée en trois temps, le Village d'expériences, un Laboratoire et un débat.

L'Observatoire

Depuis janvier 2003, la Métro anime l'Observatoire des pratiques participatives de l'agglomération. Au fil du temps, cet espace de réflexion s'est doté de différents outils au service de la construction d'une culture commune de la participation et de ses acteurs :

- **Les Matinées de La Tronche** : destinées aux élus, professionnels et habitants, ce sont des lieux d'échanges de pratique, de réflexions collectives et de diffusion de connaissances.

- **Les monographies** : réalisées par l'AURG, elles permettent le recensement et l'analyse des démarches participatives de l'agglomération.

- **Soutien à la participation des jeunes à la vie locale** : diagnostic, rencontres jeunes-élus, groupe de suivi...

- **Le site internet** : en lien avec celui de "Alpes Solidaires".

- **Le Laboratoire** : lieu d'expérimentation pour tester des pistes d'innovation dans les processus de participation, lors de journées d'action-formation.

Pourquoi la participation ?

Les participants se sont répartis en trois groupes en fonction de leur statut (élu, technicien ou habitant), pour réfléchir aux raisons essentielles pour l'organisation de la participation.

Faire société

Les trois groupes d'acteurs évoquent l'importance de mettre en place des processus de participation des habitants pour faire société. Il s'agit d'une nécessité pour faire face à la crise, notamment de représentation. En même temps, l'argumentation diffère entre les trois types d'acteurs.

Pour les élus, il s'agit de créer de la cohésion sociale sur un territoire en obtenant une société davantage juste et sociale.

Les habitants défendent plutôt l'idée que ces processus luttent contre la désolidarisation et la résignation. Leur rôle serait aussi de faire entendre la parole des sans voix dans la perspective de croiser

tous les points de vue. Ils ont donc un rôle d'animateur et d'acteur de leur cadre de vie au quotidien qui favorise le mieux vivre ensemble.

Les professionnels partent du postulat que chacun est ressource pour faire évoluer la société collectivement. Ils considèrent que leur rôle est de donner les moyens aux gens pour agir. Il s'agit pour eux de mettre en valeur ces ressources individuellement et collectivement. Donner les moyens à chacun d'exprimer son point de vue publiquement.

Pour les trois groupes, il s'agit de changer les dynamiques pour faire société.

Améliorer l'action publique

Les professionnels sont convaincus de l'importance de la participation pour enrichir les projets. Les démarches de concertation permettent de recalibrer les projets en fonction des besoins et des réalités des gens ; en fonction des échelles de temps des élus, des habitants et des projets ; et faire le lien avec la politique locale... Les décisions politiques sont aussi

d'avantage étayées puisqu'elles correspondent aux besoins du terrain. Ces démarches créent les conditions du changement puisqu'elles amènent à travailler autrement.

D'ailleurs, l'une des revendications des habitants est d'être associés en amont aux projets. Ils ne veulent pas prendre les décisions à la place des élus, mais ils veulent pouvoir

échanger et apporter leurs points de vue pour améliorer les projets. Certains élus considèrent que cette co-construction est indispensable pour faire face à la complexité des projets. Elle leur permet aussi de trouver les bons arguments pour défendre les projets auprès de leurs collègues. La participation favorise la modernisation des services publics.

Le partage du pouvoir ?

Pour des professionnels associatifs, la participation signifie le partage du pouvoir. Chaque acteur a une place et un rôle utiles pour agir sur la vie locale. À l'inverse, certains élus considèrent que l'objectif est de redonner une légitimité aux politiques. La participation permet de réduire le fossé dans le système de représentation entre les habitants et les élus, mais seuls les élus prennent et portent la responsabilité des décisions.

Ainsi, ils doivent faire la synthèse des intérêts particuliers défendus par les habitants pour en dégager l'intérêt général.

Ces démarches sont donc intéressantes pour responsabiliser les citoyens. Les professionnels de la ville vont dans le même sens. Leur rôle est d'accompagner les gens à formuler des avis sur les projets et à passer d'un mode revendicatif à un mode partenarial.

Éduquer ou faire vivre le projet collectif ?

Pour le groupe des élus, la participation est un travail d'éducation et de sensibilisation des citoyens à la politique. Participer est un savoir-faire et un savoir-être à apprendre dès le plus jeune âge.

Dans cette perspective, les élus ont un rôle de formation et d'infor-

mation auprès des habitants afin qu'ils "deviennent des citoyens". À l'inverse, les habitants considèrent que participer est naturel et humain. S'ils participent, c'est parce qu'ils ont envie de participer. C'est un enrichissement global, personnel et collectif. Mieux, c'est une implication vers la solidarité.

Le point de vue du chercheur

Selon Sandrine Rui, Maître de conférence à l'Université de Bordeaux, deux objectifs à la participation se sont dégagés de nos échanges : celui de la transformation et celui de la révélation. Pour faire face à la crise, notre démocratie a besoin d'être renouvelée. Il faut donc mettre en place des espaces de débat pour accueillir la contestation, construire collec-

tivement l'intérêt général, légitimer les actions en renouvelant les règles du jeu. Il est important de transformer l'action publique pour améliorer et faire un suivi des projets.

Cette transformation est indispensable pour faire de la ville un territoire du vivre ensemble. La cohésion sociale peut être le fruit

d'une école de la démocratie et de la citoyenneté.

Dans une vision plus positive, la participation a aussi pour objectif de révéler les ressources, les talents, les énergies d'un territoire. Il est parfois nécessaire que les gens construisent leurs propres représentations pour créer de la puissance collective.

Villages d'expériences

L'agglomération grenobloise est riche en expérimentation en matière de participation des habitants. Quatre "villages" ont été organisés pour présenter des expériences de dispositifs de financements des initiatives d'habitants, d'espaces de débats, de jeunes dans la participation citoyenne, de participation à l'échelle de l'agglomération. Deux séquences d'une heure chacune ont laissé le temps aux participants de circuler entre les différentes maisons du village.

Fonds d'initiatives d'habitants

La première thématique a été abordée par la présentation de deux expériences dans l'agglomération. L'APH (Aide aux Projets d'Habitants) permet aux fontainois de faire financer leurs projets ayant une utilité sociale et un

caractère collectif quel que soit le domaine d'intervention. Le FIH (Fonds d'Initiative des Habitants) d'Echirolles est une instance de 8 habitants issus d'associations et de 5 élus qui permet d'aider au financement de projets d'habitants.

Espaces de débat

Echirolles, Eybens et Grenoble sont les villes qui ont présenté leurs espaces de débat. L'APUS (Atelier Public Urbain et Social) est une instance de concertation des habitants des quartiers Ouest. Le 4C d'Eybens donne un avis ou réalise une expertise sur toutes les questions intéressant la vie de la commune et son développement. Les CCS (Conseil Consultatif de Secteur) sont des instances participatives et indépendantes mises en place par la ville de Grenoble. Les participants rendent des avis qui sont ensuite transmis en conseil municipal.

Les jeunes

Cap Berriat a présenté ses études sur la participation des jeunes à la vie locale. Ces études montrent que les jeunes s'engagent par l'action, à partir de manques constatés dans le quotidien. Cet engagement contribue à se construire sur le plan individuel. Depuis ces études, l'institution reconnaît la jeunesse comme une ressource. Mais il reste encore des efforts à faire pour aller vers les jeunes éloignés des démarches de projets et développer une politique de reconnaissance.

Participation à l'échelle de l'agglomération

Il existe différentes possibilités pour participer à l'échelle de l'agglomération. D'une part, la Métro propose des instances et des démarches pour impliquer les habitants et les associations. Le Conseil de Développement est un organe d'accompagnement de l'intercommunalité qui donne son avis sur le projet d'agglomération. La commission consultative des services locaux de la Métro est saisie pour donner un avis sur les délégations de service public

et les régies à autonomie financière. Les JPA (Jeudis du Projet d'Agglomération) sont un cycle ouvert de réflexions et d'échanges sur l'avenir de l'agglomération. Enfin, la Métro organise un rendez-vous annuel autour de Science et Démocratie. D'autre part, LAHGGLO (Les Associations des Habitants du Grand Grenoble: Lien et Ouverture) amène la parole des habitants dans les instances de participation à l'échelle de l'agglomération.

Contacts des réseaux

Liste non exhaustive des membres du réseau, en lien avec les présents à cette rencontre

4C d'Eybens

Marianne Messaoudène
m.messaoudene@ville-eybens.fr
04 76 60 76 00

APH de Fontaine

Présidente : Mme Alice Chamberod
06 03 40 65 30
achamberod@club-internet.fr
Référente technique :
Sonia Vaccari

APUS d'Echirolles

apus@ville-echirolles.fr
04 38 70 17 70

Cap Berriat 04 76 96 60 79

Etudes : Olivier Andrique
olivier@cap-berriat.com
Actions : Isabelle Poirot
isabelle@cap-berriat.com

CCS de Grenoble, Lara Assouline

lara.assouline@ville-grenoble.fr
Aude Grandjean
aude.grandjean@ville-grenoble.fr
Pascal Grouazel
pascal.grouazel@ville-grenoble.fr

Commission Consultative des Services Locaux

Florence Lambert
04 76 59 57 10
florence.lambert@la-metro.org

C2D, Conseil de Développement

Nadia Wolff
nadia.wolff@la-metro.org

FIH d'Echirolles

Nicolle Boulebsol
n.boulebsol@ville-echirolles.fr

FPH de Grenoble,

ADATE, Catherine Ladet
catherine.ladet@adate.org
04 76 53 04 86

LAHGGLO, François Hollard
lahgglo@laposte.net, 04 57 02 64 67

Les JPA

Damien Denizot
04 46 59 58 89
damien.deizot@la-metro.org

Prochains rendez-vous

Mardi 24 mars, présentation des résultats de l'enquête faite par Agora Peuple et Culture, l'AURG et la Fédération Isère des MJC en Rhône-Alpes qui interroge les associations d'éducation populaire sur leurs pratiques au regard des questions actuelles de démocratie participative.

Un prochain Laboratoire en Avril portera sur l'animation, notamment sur les nouvelles formes de débat.

Un groupe de travail sur la jeunesse se met en place pour réfléchir sur la question des lieux.